

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE**VILLE DE BASSE-TERRE****EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE, RÉGLEMENTANT LE STATIONNEMENT DES VÉHICULES DANS LA RUE IGNACE AU CARMEL, AFIN DE PERMETTRE L'ACCÈS AU LOCAL DE L'ASSOCIATION « KARMELO », POUR LE BON DÉROULEMENT DE LEUR PARTICIPATION AUX PARADES DES JOURS GRAS, PRÉVUES LE LUNDI 16 ET LE MARDI 17 FÉVRIER 2026.**

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2213-1 et suivants ;

VU le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 et suivants ;

VU le Code pénal ;

VU la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

CONSIDERANT la demande formulée en date du 09 février 2026, par laquelle l'association « KARMELO », sise rue Ignace Carmel, BP 112, 97100 BASSE-TERRE, représentée par Madame BERVIN V., la Présidente, sollicite un arrêté municipal réglementant le stationnement des véhicules dans la rue Ignace au Carmel à Basse-Terre, afin de permettre l'accès au local de l'association, pour le bon déroulement de leur participation aux parades des jours gras, prévues le lundi 16 et le mardi 17 février 2026.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er : réglemente le stationnement des véhicules dans la rue Ignace au Carmel à Basse-Terre, afin de permettre l'accès au local de l'association « KARMELO », pour le bon déroulement de leur participation aux parades des jours gras, prévues le lundi 16 et le mardi 17 février 2026, comme suit :

Disposition particulière :

- 1 panneau de stationnement interdit sera installer à l'entrée du local de l'association « KARMELO »

ARTICLE 2 : L'association « KARMELO », devra mettre en place un dispositif de signalisation, (barrières, panneaux, bandes, etc.), pour matérialiser ces dispositions.

ARTICLE 3 : Les véhicules en infraction, avec les dispositions de l'article 1^{er}, seront poursuivis et sanctionnés, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification, de son affichage ou sa publication.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté devra être notifié, affiché et publié conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 : Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de BASSE-TERRE ; Monsieur le Directeur des Infrastructures et du développement durable du Territoire de la Ville de BASSE-TERRE ; Monsieur le Secrétaire Général à l'organisation, au Projet d'Administration Communale et à l'Agenda 2030 ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Ampliation à Monsieur le Préfet de la Région GUADELOUPE, Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de Saint-Claude.

Certifie exécutoire compte tenu
de sa notification, le 12 FEV. 2026
de son affichage et/ou sa publication, le 12 FEV. 2026
Fait à Basse-Terre, le 12 FEV. 2026

Basse-Terre, le 12 FEV. 2026


Le Maire André ATALLAH
Le Conseiller Municipal
Délégué à la Sécurité Publique,
Jean François ISSA


Le Maire André ATALLAH
Le Conseiller Municipal
Délégué à la Sécurité Publique,
Jean François ISSA